

PROJET

Décloisonnons

SÉMINAIRE FINAL 27 Février 2025



Renforcer les liens entre agricultures, société civile et territoires

Synthèse des réflexions, actions et résultats
du projet Décloisonnons (2024-2025)



sol et civilisation
innover ensemble
dans les territoires



Cette action est cofinancée par
le Fonds européen agricole
pour le développement rural :
l'Europe investit dans les zones
rurales.



Décloisonnons ?

Le projet Décloisonnons, mené de mars 2024 à février 2025, a rassemblé sept associations engagées en faveur d'une agriculture durable et citoyenne et de l'économie sociale et solidaire, autour de la Fédération nationale des Coopératives d'utilisation de matériel agricole (FNCuma), afin de renforcer les liens entre agricultures, société civile et territoires. Ce travail a été mené dans le cadre du dispositif d'Animation nationale et inter-régionale pour mêler enjeux ruraux et agricoles (Animera) du Réseau rural national, financé par le Ministère de l'agriculture, l'Agence nationale de la cohésion des territoires et le Fonds européen agricole pour le développement rural. Ce document propose une synthèse des réflexions, actions et résultats du projet Décloisonnons, dont l'objectif était de faciliter les dialogues entre les agriculteur·rices et les citoyen·nes et ainsi permettre de créer des liens durables entre ces acteurs du territoire.

Les partenaires

La Fédération nationale des Coopératives d'utilisation de matériel agricole (FNCuma) est la tête de réseau des Cuma. Elle s'appuie sur un réseau de plus de 10 000 coopératives et 54 fédérations. Le modèle Cuma favorise l'entraide, la transition agroécologique, le développement des territoires et l'autonomie énergétique.

Terre de liens est un mouvement national qui réunit l'éducation populaire, l'agriculture paysanne, la création d'activités agraires, la finance éthique, l'économie solidaire et le développement rural.

L'Union nationale des Centres permanents d'initiatives pour l'environnement (UNCPIE) regroupe des associations labellisées CPIE pour accélérer la résolution des problématiques environnementales dans les territoires.

Accueil paysan est un réseau d'agriculteur·rices et d'acteur·rices ruraux répondant aux défis actuels des territoires ruraux qui regroupe 800 adhérents labellisés via un système participatif de garantie.

Ruralité environnement développement (R.E.D) constitue un réseau européen d'acteurs engagés dans le développement des territoires ruraux.

Sol et civilisation est un lieu d'échange, de débat et d'accompagnement d'actions dans les territoires pour les transformations agricoles, alimentaires et rurales

Le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC) est une association d'éducation populaire entièrement animée et dirigée par des moins de 30 ans.

Le Réseau national des espaces test agricoles (RENETA) regroupe des espaces-test agricoles et a pour objet la promotion du test d'activité pour favoriser l'installation agricole.

Les objectifs

Afin de faciliter les dialogues entre agriculteur·rices et citoyen·nes et créer des liens durables entre ces acteurs du territoire, les partenaires du projet se sont engagés à partager leurs expériences et savoir-faire sur ce sujet et à analyser leurs points forts et faibles dans une démarche de capitalisation (axe 1).

Ce travail d'état des lieux a servi de support pour imaginer des lieux et modalités visant à faciliter les dialogues entre agriculteur·rices et citoyen·nes et à créer des liens durables entre ces acteurs et entre les territoires (axe 2).

Les réflexions menées au sein de ces deux axes ont conduit à proposer des évolutions des politiques publiques sur le moyen et long terme, pouvant servir de base à une suite pluriannuelle à ce projet (axe 3).

Les actions et la méthode

Des sessions de capitalisation organisées par chaque structure pour faire un état des lieux des démarches déjà expérimentées.

Des expérimentations et actions de decloisonnement menées de façon indépendante par les partenaires sur plusieurs thématiques cibles.

Des ateliers de « brainstorming » pour faire émerger de nouvelles idées de démarches de decloisonnement, identifier des méthodes adaptées pour collaborer et mettre en parallèle les premières conclusions avec les actions de chaque partenaire dans leur réseau.

La construction d'un plan décliné en deux axes principaux de travail qui seront à réaliser dans le cadre d'un prochain projet.

Quelques résultats

- Des fiches de capitalisation produites par les huit partenaires du projet.
- Le test d'une dizaine de prototypes et outils favorisant les liens entre agriculteur-rices et société civile au sein des différents réseaux : randos paysannes, Foncijeu, rencontres citoyennes, conférences en ligne, organisation du congrès des facilitateurs stratégiques et de la gestion en patrimoine commun, séjours agricoles pour les jeunes...
- Des contributions aux politiques publiques.
- Une note stratégique croisée sur les différences et similitudes au sein du consortium, l'état de leurs liens avec les acteur-rices nécessaires au système « agriculture-société », les dispositifs existants...

Le Foncijeu de Terre de liens

Foncijeu est un jeu de rôle qui recrée les conditions de négociation foncière sur le territoire. Cet outil de sensibilisation est né de la volonté de Terre de Liens d'élargir sa base sociale et de rendre la question foncière accessible à toutes et tous. Les participants peuvent explorer les dynamiques complexes de l'accès au foncier agricole, en prenant le rôle d'agriculteurs, de collectivités ou d'investisseurs. Ce processus ludique stimule la réflexion collective et la compréhension des enjeux locaux, tout en favorisant le dialogue entre acteurs du territoire. Dans le cadre du projet, le jeu a été testé, adapté et une première session de formation a été menée.

Les randos paysannes d'Accueil paysan

Ces randonnées écoresponsables, des projets territoriaux co-construits entre paysans et citoyens, permettent de découvrir les régions rurales et de rencontrer des agriculteur-rices. Des guides destinés au grand public sont disponibles en ligne et imprimés. Ils proposent des itinéraires entre des fermes locales, une description du territoire et des points d'intérêt à découvrir.

Note sur l'approche patrimoniale

Co-production entre l'UNCPIE et Sol et civilisation d'une note sur l'approche patrimoniale et la facilitation de l'action commune par son financement. La démarche d'audit patrimonial vise à faire se rencontrer les différentes formes d'expertise d'une problématique, rechercher des situations positives pour tous les acteurs-rices et mettre en lumière les chemins de changement acceptables pour tous afin de résoudre des problèmes qui les concernent. L'UNCPIE a déployé cette démarche sur six territoires et a travaillé avec Sol et civilisation à capitaliser les enseignements sur les liens entre les acteur.rices agricoles, en particulier les agriculteur.rices, et le reste de la société.

Ateliers transfrontaliers d'études et d'actions rurales

Les Ateliers transfrontaliers d'études et d'actions rurales (ATEAR) s'inscrivent dans la dynamique du réseau européen de développement rural portée par RED. Dans le cadre du projet, RED a organisé quatre webinaires, un dans chaque ATEAR, pour échanger les bonnes pratiques et nourrir la réflexion en confrontant les actions et travaux des partenaires avec les réalités des autres régions d'Europe.

« Laisser la parole libre, mais dans un cadre de confiance »

Stéphane Mathieu, directeur de l'eau au conseil départemental du Tarn.

Le problème de l'accès à l'eau, c'est qu'il est difficile d'y mettre du sens commun, de comprendre à quoi elle sert, comment l'utiliser pour le bien commun. J'ai été responsable du projet de Sivens. On a passé un an à discuter avec des opposants et partisans du projet et j'ai ressenti et observé une forme d'obsession de chaque camp à faire valoir ses droits, dans un climat d'hostilité. C'est difficile de se reconstruire après le drame qui est survenu. On a eu besoin d'agir en se rassemblant autour de la table. Sivens est devenu un labo de l'appropriation collective des enjeux autour de l'eau, et même au-delà : érosion des sols, qualité paysagère, cadre de vie, biodiversité, maillage économique. Nous avons eu l'appui d'universitaires d'AgroParisTech, avec une approche et une vision agricole mais aussi sociologique.

On a laissé la parole libre, mais dans un cadre de confiance : pas de retransmission directe à l'extérieur sans accord des concernés. Nous avons construit un plan d'actions selon les approches du consensus et du consentement. Cela peut paraître contraignant et ne viennent que ceux qui veulent bien venir, donc ce n'est pas forcément représentatif. C'est parfois difficile de rendre compte ou de faire accepter les options prises auprès de « son milieu » : les enjeux de structures, de corporations prennent parfois le pas sur les compromis.

« Un des soucis réside dans l'éloignement entre mangeurs et producteurs »

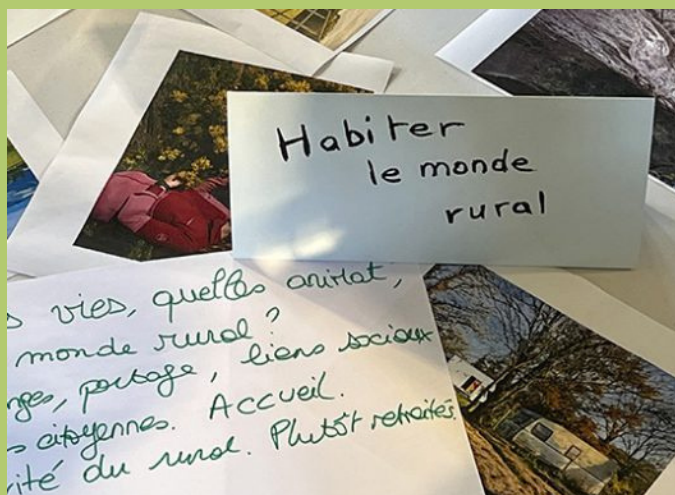
Killian Vallois, chargé de mission à la Caisse alimentaire commune de Montpellier

Le projet de la sécurité sociale de l'alimentation, c'est d'étendre la sphère de la sécurité sociale à l'alimentation. Cela part du constat de la défaillance du système agricole, qui met en situation de précarité les mangeurs mais aussi les agriculteurs, sans oublier les impacts environnementaux. L'objectif est d'instaurer « une démocratie alimentaire ».

Concrètement, à partir d'un mécanisme de cotisation graduelle selon les revenus, chaque membre se voit doté de la même somme mensuelle pour acheter des produits de qualité respectueux de la terre et du travail des paysans.

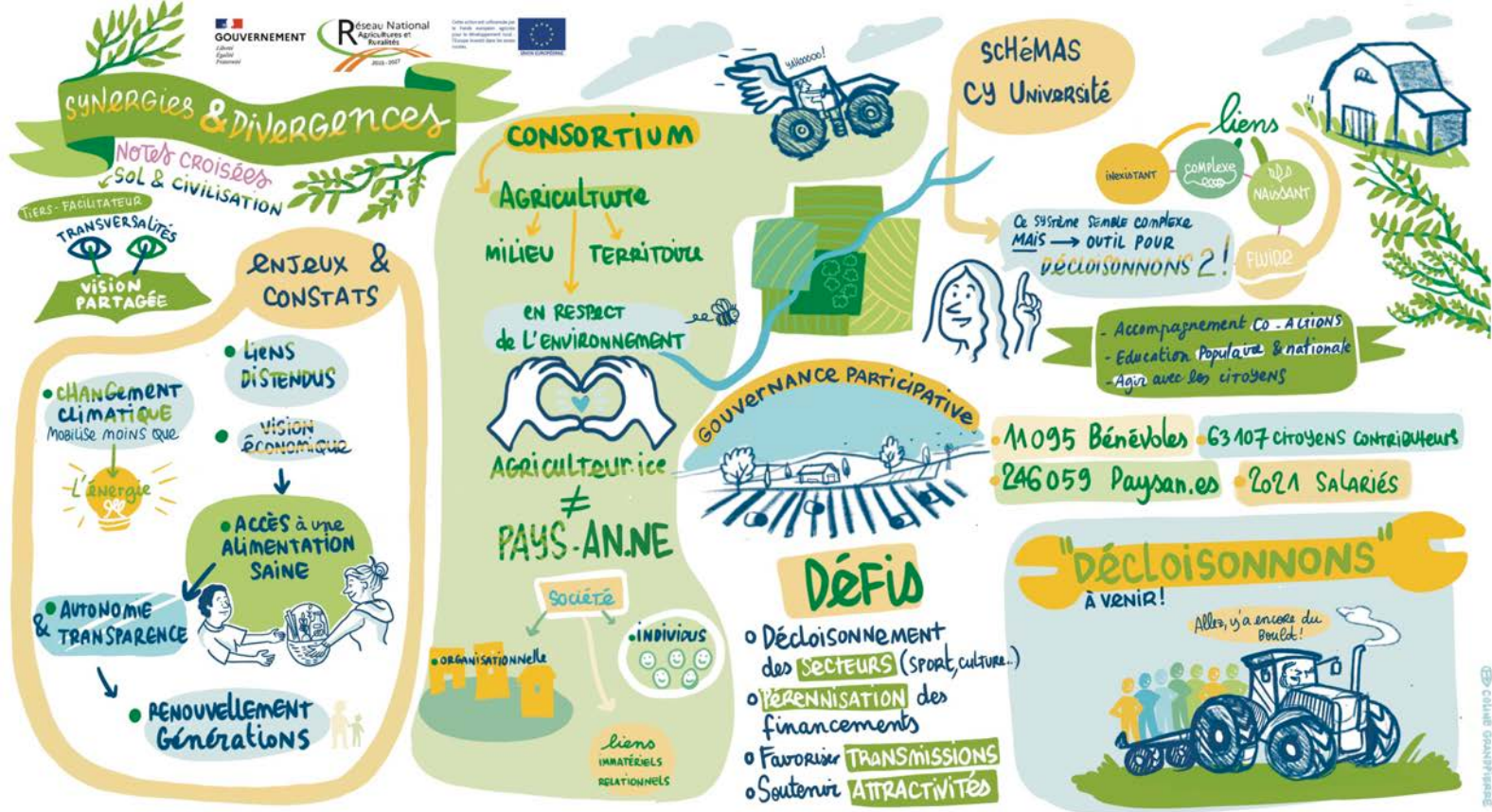
Les enjeux partagés

- L'importance du changement climatique mais avec le constat qu'il n'est pas assez mobilisateur.
- L'importance d'autres enjeux : énergie, paysages, alimentation, jeunesse...
- Le constat de liens distendus entre agriculture et société civile avec paradoxalement un attachement des Français et Françaises aux agriculteur-rices.
- La nécessité que les agriculteur-rices puissent vivre décemment de leur métier, que les citoyen-nes puissent accéder à une alimentation saine, de qualité et locale et l'importance de reprendre du pouvoir d'agir sur son quotidien et de développer la confiance et la transparence.
- Le défi du renouvellement des générations et celui d'un meilleur accueil des personnes qui ne sont pas issues du milieu agricole.



Le système est testé à Montpellier depuis deux ans : 350 personnes cotisent et disposent de 100 euros par mois à utiliser dans des commerces et chez des producteurs conventionnés par un « comité citoyen de l'alimentation » qui a deux missions principales : être le garant des cotisations et suivre le conventionnement des commerces et producteurs de proximité.

Un des soucis réside dans l'éloignement entre mangeurs et producteurs, malgré un fort intérêt et le soutien d'une partie de la population. Il y a donc un enjeu à créer du lien et de l'interconnaissance... On souhaite par exemple intégrer des agriculteurs dans le comité citoyen mais pour eux il s'avère difficile de venir une à deux fois par mois. On a donc organisé un comité de citoyens chez un des producteurs membres, ce qui permet à la fois de les avoir et de découvrir leur réalité sur place.



Synergies et divergences entre les partenaires : présentation de Sol et civilisation lors du séminaire – Illustration de Coline Grandpierre.

Freins et leviers selon les participants

Des freins

- Les structures administratives actuelles, la « forteresse agricole », la cogestion État/syndicat majoritaire, la difficile intégration des nouveaux arrivants...
- Le manque de financement des activités de création de lien et des actions sur le temps long.
- La méconnaissance des problématiques et réalités des uns et des autres.
- L'éloignement géographique des fermes des bassins de vie, le manque d'espaces d'échange, de liens...
- La tendance à la spécialisation des fermes, leur concentration, les difficultés des agriculteur·rices submergées de travail...

Des leviers

- Prendre le temps, proposer des moments conviviaux, multiplier les espaces de discussion et de rencontres.
- Proposer des animations et temps d'échanges locaux sur le long terme, ouvrir les lieux de vie et de production.
- Financer les actions pour créer du lien et décloisonner.
- Développer des réseaux au niveau local et national.
- Capitaliser sur les projets réussis.
- Favoriser les rencontres entre acteur·rices qui ne se parlent pas.

Quelles suites ?

Les membres du projet Décloisonnons ont travaillé sur la construction d'un nouveau projet multi-acteurs avec les mêmes partenaires ainsi que l'École de design pour le vivant CY. Il vise à formaliser, déployer et essaimer des modalités d'interactions (au sens de prises de décisions et de co-actions) entre agriculteur·rices et autres citoyen·nes (société civile). L'objectif est de recréer des liens durables entre ces publics afin de favoriser le renouvellement de générations et de répondre aux enjeux agricoles contemporains, en s'appuyant sur des sites pilotes dans les territoires et des thématiques aux enjeux partagés par l'ensemble de ces publics, telles que l'alimentation, l'énergie, le foncier...

Contacts

Adriane SCHNEIDER – Cheffe de projets Agroenvironnement
FNCUMA – 43 Rue Sedaine – 75011 Paris
01 44 17 57 90 – adriane.schneider@cuma.fr – cuma.fr